



Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Juillet 2022

La gauche conduit
la Suisse droit
dans le mur !

Page 5



OUI à des rentes
AVS garanties pour
tout le monde.

Page 11



Rapatrions notre
argent en Suisse
le 25 septembre !

Page 15



Plus de liberté. Plus de Suisse. Plus d'UDC.



L'UDC Suisse vous souhaite un bon 1^{er} août

AZB 6963 Pregassona Post CH AG, Ticiconsult Sagl, Via Ceresio 40, 6963 Pregassona

Abonnement annuel Fr. 35.00 – publié six fois par an – 5'500 ex.

udc.ch – franc-parler@udc.ch – juillet 2022



Chères Suissesses, chers Suisses,

Aujourd'hui, 1^{er} août 2022, nous célébrons l'anniversaire de la Suisse, une « success story » qui dure depuis maintenant 731 ans. Aucun autre pays au monde offre autant de liberté, d'autodétermination, de sécurité et de prospérité à ses citoyennes et ses citoyens que la Suisse. Les vallées d'Uri, de Schwytz et d'Unterwald ont prêté serment afin de s'entraider face aux malices de l'époque et ont ainsi posé les bases du Pacte fédéral de 1291. A l'époque, la menace était extérieure, avec les baillis fiscaux étrangers et les juges étrangers. Aujourd'hui, la menace est plus intérieure : la politique de la gauche rose-verte détruit insidieusement la liberté, la prospérité et l'autodétermination.

Afin que nos enfants et leurs enfants aient eux aussi droit à un avenir sûr et libre, la Suisse a besoin d'un renouvellement du serment de protection. Défendons-le ensemble.

Pour une armée forte

La neutralité et une armée forte ont su nous préserver des conflits sanglants, ce depuis plus de 200 ans. Toutefois, depuis la chute du Mur de Berlin en 1989, les politiciens l'ont oublié. La guerre en Ukraine nous montre à quel point il est dangereux de céder à de si naïves rêveries.

Pour un approvisionnement énergétique sûr, abordable et indépendant

Autrefois, l'indépendance était aussi une priorité en termes d'approvisionnement énergétique pour notre pays. Toutefois, ces dernières années, les autres partis ont préféré miser sur des accords internationaux et foncer tête baissée vers l'abandon du nucléaire. Seule l'UDC avait mis en garde contre les douches froides qui allaient venir. Au lieu de s'accrocher à la Stratégie énergétique 2050, qui est un échec, il faut maintenant clarifier clairement les responsabilités en termes de gestion.

Pour assurer l'approvisionnement alimentaire

Face à la crise alimentaire mondiale qui menace, nous devons absolument tout faire pour que la population suisse dispose de denrées saines et locales. Mais à ce jour, au lieu de produire davantage de denrées alimentaires, nos agricultrices et

nos agriculteurs sont contraints de sacrifier des terres fertiles pour en faire des « surfaces écologiques ».

Plus d'argent dans le porte-monnaie des citoyennes et des citoyens

Inflation, hausse des prix, taxes et impôts élevés : l'Etat se sert toujours plus copieusement dans les poches de la population qui travaille dur. Il faut sans attendre soulager les familles, les seniors et les entreprises de cette charge financière et en ce sens, une réduction immédiate des taxes sur l'essence, le diesel, le pétrole et l'électricité doit être opérée.

Pour des frontières nationales sûres – contre l'immigration de masse

L'immigration de masse incontrôlée entraîne un nombre croissant de problèmes : embouteillages sur les routes, trop d'enfants de langue étrangère qui mettent en péril le niveau de l'éducation dans les écoles, des migrants économiques qui coûtent des milliards à la

collectivité, le bétonnage croissant de nos paysages, etc. Rien qu'en 2022, ce sont quelques 200'000 personnes supplémentaires qui pourraient bien immigrer chez nous. Une réforme du système d'asile s'impose ; il n'est pas acceptable que chaque migrant demandeur d'asile puisse potentiellement rester ad aeternam et vive aux frais des contribuables.

Le 1er août doit nous rappeler chaque année que c'est précisément dans les moments difficiles que nous devons nous soutenir les uns et les autres, que nous devons renouveler notre serment de protection contre les menaces intérieures et extérieures. Je vous souhaite à toutes et à tous une bonne fête nationale !



Marco Chiesa

Conseiller aux Etats et président de l'UDC Suisse



La neutralité Suisse ne doit pas mourir en Ukraine

Le retour à la neutralité stricte ne procède nullement d'une démarche de contemplation nostalgique du passé mais constitue au contraire la réponse active de la Suisse la plus actuelle et la plus sûre aux affrontements d'un monde multipolaire en voie de consolidation.



par Yves Nidegger
Conseiller national
Genève (GE)

Comme chaque année, le premier jour du mois d'août est pour nous autres Suisses un moment de recueillement, de gratitude et de prière. Recueillement face aux sacrifices et à la sagesse de nos ancêtres, gratitude d'en avoir hérité la paix dans la liberté et prière que l'exception suisse soit durable. Au cœur de notre réflexion cette année : la neutralité, une chose qui ne se décrète pas unilatéralement car elle ne peut exister en dehors du regard de l'autre.

Lorsqu'Hitler est intervenu militairement en 1938 au motif de « libérer les Allemands des Sudètes de l'oppression tchécoslovaque », le Conseil fédéral a opté pour la « neutralité intégrale », rompant alors avec les sanctions économiques prononcées par la Société des Nations à l'encontre l'Italie et dont l'inefficacité était patente : équivalent moderne du siège militaire, les sanctions qui sont des actes de guerre n'en ont jamais arrêté aucune, la Suisse d'alors l'avait compris. Ainsi, lorsque le conflit s'est internationalisé en 1939, le Conseil fédéral a pu réaffirmer sa neutralité stricte tout en mobilisant l'armée aux frontières. Contrairement à ce qui est arrivé aux neutres européens moins strictes qu'elle, la neutralité de la Suisse fut respectée par tous les belligérants tout au long de la 2ème guerre mondiale.

La neutralité sacrifiée

En 1945, la Suisse était seule en Europe à avoir échappé aux bombardements,

à l'occupation et aux déportations. Qu'est-il advenu de cette neutralité aujourd'hui ? Entrée en guerre économique aux côtés de l'Union européenne en 2022, la Suisse figure désormais sur la liste russe des nations hostiles. Et de tous les gouvernements du monde, il n'en reste qu'un seul pour croire encore en la neutralité de la Suisse, c'est le Conseil fédéral. Fatigués d'être suisses, tous les partis, à l'exception de l'UDC, se sont réjouis de ce que la Suisse renonce enfin à sa vocation propre pour s'en al-

l'on a voulu affaiblir en gelant les réserves de change russes est au plus haut, le prix des énergies et du blé a bondi, les pénuries sont programmées, l'inflation induite par la spirale du surendettement des Etats s'accélère, le peuple voit sa prospérité menacée et, pris dans l'engrenage européen, le Conseil fédéral ne peut plus protéger la population dont il a la charge.

Le temps est venu pour le peuple suisse de reprendre son destin en main.



La reprise aveugle de la politique de sanctions, l'adhésion au Conseil de sécurité de l'ONU et l'affaiblissement de l'armée suisse menacent directement notre neutralité et donc notre sécurité. Aux yeux de l'UDC, la neutralité est un fondement important de la Suisse.

ler marcher au pas sous la bannière de l'Union européenne.

Les fruits amers de cette politique sont apparus immédiatement : l'invasion de l'Ukraine n'a pas cessé, elle se poursuit de plus belle et menace chaque jour de s'internationaliser, le rouble que

N'en déplaise au Conseil fédéral, le retour à la neutralité stricte ne procède nullement d'une démarche de contemplation nostalgique du passé mais constitue au contraire la réponse active de la Suisse la plus actuelle et la plus sûre aux affrontements d'un monde multipolaire en voie de consolidation.

L'UDC est le seul parti garant de la sécurité

La sécurité militaire de notre pays n'est à ce jour plus garantie. L'approvisionnement énergétique et alimentaire indigène et sain est également menacé. Les autres partis sont responsables de ce marasme. Lors des prochaines élections, un changement de cap est vital.



par Alfred Heer
Conseiller national
Zurich (ZH)

Nous vivons des temps troublés. Tout d'abord, la crise Covid-19, maintenant la guerre en Ukraine. De cela découle une crise énergétique, alimentaire et sécuritaire sur le plan militaire. Il n'est pas surprenant que la gauche rose-verte poursuive ses rêves éveillés. Toutefois, le Centre et le PLR ne font guère mieux ; ils négligent la neutralité sans raison et transforment la Suisse en pays guerrier, c'est dangereux.

Armée

« Chaque pays a une armée ; la sienne ou celle des autres. » La gauche s'est moquée de cette phrase et demande ni plus ni moins que l'abolition totale de l'armée. Certes, quelques politiciens de gauche ont changé d'avis. Cela n'enlève rien au fait qu'ils restent les principaux responsables de la dégradation de notre armée au point qu'elle n'est pas en mesure aujourd'hui de garantir la sécurité du pays. Grâce à la pression de l'UDC, le Parlement a enfin accordé les moyens nécessaires et le Conseil fédéral va enfin de l'avant avec le réarmement urgent de l'armée.

Energie

L'ancienne Conseillère fédérale Doris Leuthard (Le Centre / ex-PDC) est responsable de l'échec de la politique énergétique. Elle a cédé à la pression de la gauche et à présent, la gauche rose-verte, les partis du centre et une partie du PLR sont responsables des pénuries imminentes d'énergie.

Ils ont en effet naïvement cru que la politique pouvait faire abstraction de la réalité physique. On ne peut toutefois pas fermer les centrales nucléaires et penser que cette énergie continue peut être remplacée par l'énergie éolienne et solaire, variable. On ne peut pas d'un côté prôner l'immigration de masse et de l'autre penser que la consommation d'énergie va baisser.

Doris Leuthard a évoqué les centrales à gaz pour garantir l'énergie en continu ; il est absurde de dépendre entièrement de l'étranger pour ça. On a copié le système allemand de transition énergétique, qui lui

suffisamment d'électricité de façon indigène ; merci la gauche rose-verte, le Centre, le PLR, les anti-nucléaires et les opposants au rehaussement des barrages.

Agriculture

Cela fait des décennies que l'agriculture est soumise à moult prescriptions sur la façon dont elle doit gérer ses exploitations. La sécurité alimentaire est reléguée au second plan, au profit de « l'entretien du paysage » avec géraniums et prairies fleuries ainsi que la protection des animaux et les questions écologistes de manière générale. Toutefois, les vrais connaisseurs ne sont pas les utopistes de la gauche rose-verte ni les politiciens et bureaucrates de l'administration déconnectés de la réalité mais bel et bien les agricultrices et les agriculteurs. La gauche rose-verte a toujours cru que l'approvisionnement alimentaire ne serait jamais un problème, pourtant aujourd'hui, la dure réalité la rattrape également sur ce thème.

Congédier les responsables de ce marasme

L'UDC est le seul parti politique garant de la sécurité de notre pays et elle l'a prouvé ces dernières années, ce même si son discours n'a pas toujours été populaire. Elle a fait de la politique pour la Suisse, pour le peuple et non par effet de mode

ou pour suivre des tendances, ces tendances qui justement sont davantage des ressentis plutôt que la réalité. La gauche rose-verte, le Centre et le PLR devraient vraiment procéder à une remise en question et réfléchir aux conséquences de leur politique. Lors des prochaines élections, les citoyennes et les citoyens de notre pays auront le pouvoir de corriger les dysfonctionnements et de congédier les responsables de ce marasme.



La sécurité de la Suisse a été ruinée par des décennies d'utopies roses et vertes. Les effectifs et les moyens de l'armée ont été réduits de manière drastique, l'approvisionnement en énergie et en denrées alimentaires est gravement menacé.

aussi est un échec. Les Allemands se voient aujourd'hui contraints de réouvrir leurs extrêmement polluantes centrales à charbon. C'est un comble !

Le risque de pénurie d'électricité et d'énergie en Europe, dès cet hiver, est une réalité, ce en raison d'éventuels manques de livraison de gaz. Nous serons également impactés, car nous ne pourrons plus produire

La Suisse fonce droit dans le mur

Notre approvisionnement électrique est d'ores et déjà menacé cet hiver, la faute à une politique énergétique erronée mais aussi à l'immigration de masse. Deux points que l'UDC a toujours combattus.



par Thomas Matter
Conseiller national
Meilen (ZH)

Il y a peu de temps encore, la ministre de l'Énergie Simonetta Sommaruga (PS) nous mettait en garde contre les risques de pénurie d'électricité en 2025. Entre-temps, elle a drastiquement raccourci le délai d'alerte pour évoquer l'hiver 2022-2023 déjà. Une telle situation de pénurie représente une plus grave menace encore que le Covid-19 sur notre économie, nos emplois et nos ménages. Comme la plupart ne disposent pas de systèmes d'alimentations de secours, les ordinateurs, serveurs, téléphones, éclairages et systèmes de ventilation seraient hors service ; la plupart des entreprises devraient renvoyer leurs employés à la maison. Les systèmes de paiement, les distributeurs de billets et les caisses ne fonctionneraient plus et le trafic des paiements s'effondrerait. Nous devrions faire face à des pertes massives de denrées alimentaires avariées en raison du bris de la chaîne de froid ou des animaux dans les fermes qui ne pourraient plus être soignés. 1h sans électricité en Suisse, ce sont des dommages économiques de l'ordre de 200 millions de francs ; 1 journée, c'est 2 à 4 milliards !

La faute de cet imminent chaos est à imputer en premier lieu à la gauche rose-verte et sa politique ; cette dernière porte la principale responsabilité de l'échec de la Stratégie énergétique 2050 et son interdiction de l'énergie nucléaire, sa dépendance des importations

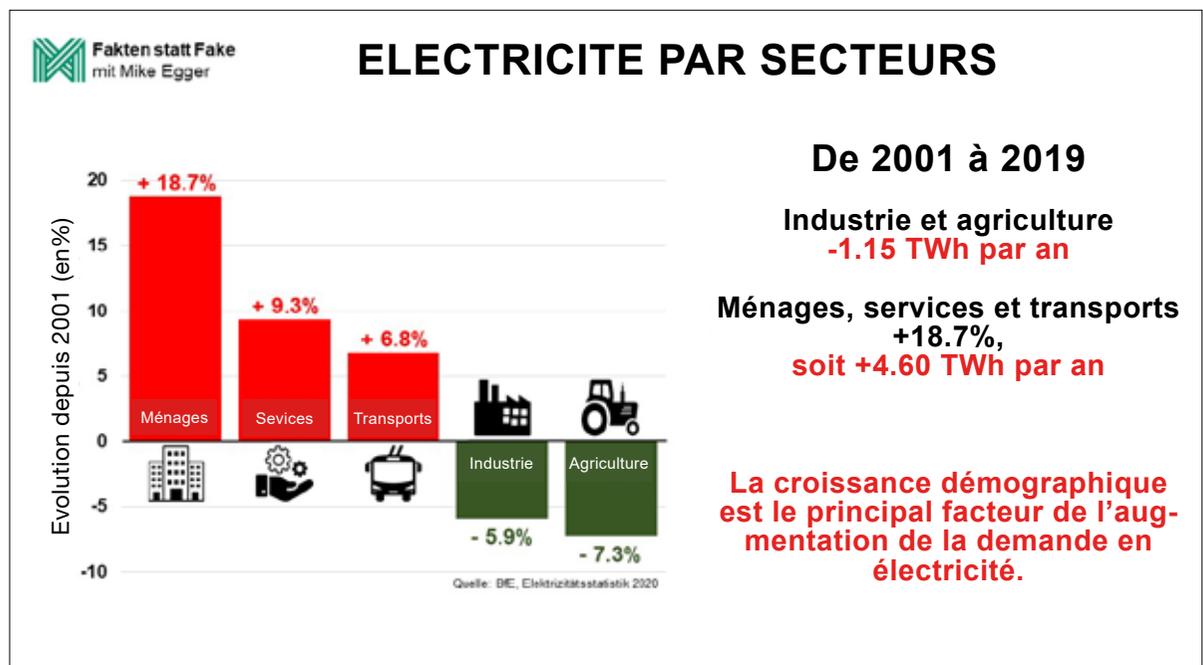
étrangères et le vague espoir d'un flottement de l'électricité grâce aux énergies alternatives. Hélas, le PLR, le Centre et Economiesuisse n'ont pas eu la force de s'opposer à cette tendance et l'UDC a dû porter seule les référendums contre la loi sur l'énergie et contre la loi sur le CO2. La politique énergétique actuelle, déconnectée de la réalité, empêche d'assurer l'approvisionnement électrique de façon certaine, abordable et grandement exempt de CO2.

Les autres partis responsables de l'explosion démographique

Les autres partis et associations économiques ne sont pas seulement respon-

démographique, nous n'aurions aujourd'hui aucun problème d'approvisionnement électrique.

Entre 2001 et 2019, la consommation électrique de l'industrie et de l'agriculture a nettement diminué, or, celle des ménages, des services et des transports a nettement augmenté (voir graphique). La consommation d'électricité a certes diminué de plus de 10% par habitant mais la consommation globale d'électricité a, quant à elle, très clairement augmenté. Jusqu'en 2004, la Suisse était un pays exportateur d'électricité. Depuis la libre circulation des personnes toutefois, elle s'est retrouvée à devoir importer de l'électri-



Les faits sont clairs : l'immigration disproportionnée en Suisse nécessite toujours plus d'électricité et d'énergie. En presque 20 ans, la consommation des ménages a augmenté de 18,7%, alors que la consommation par habitant a baissé de 10%.

sables du chaos électrique qui nous menace, ils sont aussi responsables de l'explosion démographique de notre pays. En effet, contrairement à l'UDC, ils ont aveuglément soutenu la libre circulation des personnes et ont investi beaucoup d'argent dans les campagnes de votation en ce sens. Pourquoi le mentionner ? Car la libre circulation est le principal facteur de l'explosion démographique en Suisse et les chiffres sont limpides : sans cette croissance

cité pendant plusieurs années. Depuis 2001, la consommation électrique des ménages a augmenté alors que celle de l'industrie a diminué de près de 20%. Sur cette période, le nombre de ménages a augmenté de 700'000.

La croissance démographique est clairement la raison principale de l'augmentation de la demande en électricité et donc de la menace de pénurie.

L'UDC s'engage pour renforcer le pouvoir d'achat des gens

L'UDC veut maintenir un pouvoir d'achat fort via des allègements fiscaux ciblés dans le secteur des primes d'assurance maladie, par des déductions générales pour les retraités et par une réduction de de l'impôt sur les huiles minérales. Ce sont surtout la classe moyenne et les bas revenus qui en profiteront.



par Albert Rösti
Conseiller national
Uetendorf (BE)

L'inflation poursuit son augmentation, le pouvoir d'achat, quant à lui, fond comme peau de chagrin et c'est surtout la classe moyenne qui en paie les conséquences. L'UDC veut contrer cette situation par un allègement fiscal ciblé, tout en réduisant le budget de l'Etat (baisse des recettes oblige) et en obligeant l'administration fédérale à faire preuve de plus d'efficacité et de se focaliser sur l'essentiel. A l'opposé, les mesures proposées par le PS et, curieusement, du Centre visent à augmenter encore davantage le budget de l'Etat, via des mécanismes de redistribution. Ces mesures sont un véritable cercle vicieux, puisque l'augmentation des dépenses devra être compensée

par des augmentations d'impôts, ce qui péjorera encore davantage la classe moyenne. L'UDC formule donc les propositions suivantes à l'attention du Parlement :

Déduction totale des primes d'assurance maladie des impôts

Cette mesure doit être prise en lieu et place d'une augmentation de la réduction des primes (et donc de l'augmentation massive du budget) à l'échelle fédérale. Elle sera très efficace car elle profitera non seulement aux bas revenus mais également à toute la classe moyenne.

Déduction fiscale générale pour les bas revenus des retraités

En raison de la retraite, les bénéficiaires de l'AVS aux revenus modestes n'ont guère la possibilité d'améliorer leur revenu avec des activités complémentaires, dès lors, leur pouvoir d'achat doit être maintenu via une déduction générale sur leur revenu, comme cela se fait (par exemple) dans le canton du Tessin.

Réduction de l'impôt sur les huiles minérales

Même si la réduction de l'impôt sur les huiles minérales a été rejetée par le Parlement lors de la session de juin, l'UDC se réserve le droit d'à nouveau proposer cette mesure, notamment si les prix des carburants continuent d'augmenter. Les prix actuels de l'essence et du diesel pèsent tout particulièrement sur les habitants des régions rurales, tributaires de la voiture. Pendant des années, ils ont abondamment alimenté les caisses de la Confédération en tant qu'automobilistes, il serait donc juste de procéder à un allègement temporaire à l'instar de ce qu'on fait d'autres pays voisins comme la France, l'Allemagne et l'Italie.

Ces mesures d'allègement ciblées permettraient de contrer une grande part de la perte du pouvoir d'achat tout en réduisant la quote-part de l'Etat au lieu de l'augmenter.



NOUVELLE CITROËN C5 X HYBRIDE RECHARGEABLE

UNE INVITATION À LA SÉRÉNITÉ.

citroen.ch

Offres valables sur véhicules vendus du 1.7. - 31.7.2022. Offres réservées aux clients particuliers, dans le réseau participant. Prix de vente conseillés incluant TVA. Nouvelle Citroën C5 X Hybrid 225 e-EAT8 Shine, Prix catalogue CHF 53'990.-; Garantie 5 ans/100'000 km (au premier terme éché) offerte; consommation mixte 1.6 l/100 km; émissions de CO₂ 36 g/km, Catégorie A. Photo symbolique. Citroën se réserve le droit de modifier sans préavis les données techniques, les équipements et les prix.



La gauche et la route, ralentir ce qu'on ne peut bloquer

Pour la gauche, le propriétaire d'un véhicule privé fait partie des possédants, il constitue donc une cible de choix. Ensuite, il aggrave son cas en faisant le plus souvent appel aux énergies fossiles pour se déplacer. Il convient donc de le réduire au plus vite, si nécessaire par la force.



par Céline Amaudruz
Conseillère nationale
Vice-présidente UDC
Suisse, Genève (GE)

La mainmise de la gauche sur les villes est riche de conséquences. Passons sur la situation financière unanimement désastreuse et l'insécurité grandissante pour nous intéresser à la politique de mobilité, ou plutôt d'immobilité. L'automobiliste est désormais perçu par les municipalités de gauche comme l'éléphant débarquant dans un magasin de porcelaine. Toute encouble est bonne à mettre en œuvre dès lors qu'elle tend à rendre le quotidien du trafic privé invivable. On a ainsi assisté à une raréfaction préoccupante des places de parcs. Dès lors qu'il se trouve des irresponsables pour circuler en ville autrement qu'en transports publics, il suffit de les empêcher de trouver à se garer ou, mieux encore, de faire payer le stationnement suffisamment cher pour le rendre prohibitif. C'est toujours un peu d'argent qui rentre. A ce propos, il y a peu, le Surveillant des prix s'est intéressé aux tarifs de parking pratiqués dans les grandes villes de notre pays. Il a notamment relevé que les coûts « impactent de manière disproportionnée les catégories inférieures de revenus, notamment celles qui, pour des raisons diverses, ne peuvent se passer d'une voiture et pour qui les transports publics ne constituent pas une alternative. »

Message à la gauche, il existe en Suisse des « catégories inférieures de revenus, (...) qui, pour des raisons diverses, ne peuvent se passer d'une voiture et pour

qui les transports publics ne constituent pas une alternative. »

La multiplication des chicanes

Mais taxer l'automobiliste lorsqu'il s'arrête ne suffit pas. Sous divers prétextes, on généralise maintenant les zones 30 km/h. La sécurité, le bruit, mais surtout les radars et les profits qu'ils génèrent expliquent cet engouement pour la lenteur. Là où il serait audacieux d'y

aller frontalement, on commence par limiter la mesure aux heures nocturnes. Ensuite, on fera le bilan dont on sait déjà qu'il sera excellent et justifiera l'application de la vitesse en journée également. Après avoir rendu les villes impraticables au trafic privé, il faudra s'occuper de la circulation entre les villes. Il est intolé-

nable que l'automobiliste puisse foncer sur ces autoroutes où très exceptionnellement, lorsqu'aucun bouchon ne l'empêche, il est encore possible d'atteindre 120 km/h. Les militants sont déjà à l'ouvrage, qui mènent volontiers des actions coup de poing en bloquant divers axes majeurs, estimant leur cause supérieure au besoin que certains ont de travailler. Parce que l'UDC n'a pas été suivie sur la baisse des taxes sur les carburants, le



Plusieurs villes suisses comme Zurich, Genève et - maintenant - Lausanne sont passées à 30 km/h en ville la nuit. Cette politique est un nouveau harcèlement des municipalités de gauche contre les automobilistes. Le harcèlement plutôt que les solutions, telle est la devise des villes de gauche.

aller frontalement, on commence par limiter la mesure aux heures nocturnes. Ensuite, on fera le bilan dont on sait déjà qu'il sera excellent et justifiera l'application de la vitesse en journée également. Après avoir rendu les villes impraticables au trafic privé, il faudra s'occuper de la circulation entre les villes. Il est intolé-

prix à la pompe reste au plus haut. Pour le plus grand bonheur de ces « catégories inférieures de revenus, (...) qui, pour des raisons diverses, ne peuvent se passer d'une voiture et pour qui les transports publics ne constituent pas une alternative. » que notre parti est seul à défendre.



Rendez-vous à une fête du 1^{er} août à laquelle un de nos élus UDC prendra la parole !



Conseillers fédéraux UDC



Guy Parmelin, conseiller fédéral
01.08.2021; 09:30
 Hofbeiz Bürli-Schiirli, Obwegwald (VS)
 (inscription obligatoire:
 bauernhof-wallis@bluewin.ch)
01.08.2021; 19:00
 Sessa (Comune di Tresa) (TI)



Ueli Maurer, conseiller fédéral
01.08.2022; 11:00
 Dorfplatz, Dietlikon (ZH)
 si mauvais temps : Saal Fadacher
01.08.2022; 14:00
 Schulanlage Randenblick, Neunkirch (SH)
01.08.2022; 20:00
 Marbachegg Marbach, Escholzmatt (LU)
 atteignable en téléphérique



Christoph Blocher, anc. conseiller fédéral
01.08.2022; ab 09:30
 Fronwagplatz, en cas de mauvais temps :
 église St. Johann, Schaffhausen (SH)



Canton d'Argovie



Conseiller aux Etats Hansjörg Knecht
01.08.2022; 21:00
 Amphithéâtre, Windisch



Conseiller national B. Giezendanner
01.08.2022; 18:45
 Buchs



Canton d'Appenzell R. Ext.



Conseiller national David Zuberbühler
31.07.2022; 19:30
 Sportplatz-Areal (juste sous l'église),
 Wolfhalden



Canton de Berne



Conseiller aux Etats Werner Salzmann
01.08.2022; 11:00
 Dorfplatz, Rohrbach
01.08.2022; 19:00
 Schulhausareal, Oberbipp



Conseiller national Lars Guggisberg
01.08.2022
 Kappelen



Conseiller national Andreas Gafner
31.07.2022; 20:00
 Schulhaus Moos, St. Stephan
01.08.2022; 12:00
 Schulhaus Chümig, Wimmis



Canton de Soleure



Conseiller national Christian Imark
01.08.2022; 18:00
 Fehren (seulement sur inscription)



Conseiller national Walter Wobmann
01.08.2022; 11:00
 beim Schulhaus, Niedergösgen
 Manifestation publique
01.08.2022; 15:00
 beim Schulhaus, Bärschwil
 Manifestation publique



Canton des Grisons



Conseillère nationale M. Martullo-Blocher
01.08.2022; 17:30
 Beim Badensee (à côté du Pradas Resort)
 Breil/Brigels
 Grande fête familiale avec stands de
 nourriture dès 11h00.





Canton de Thurgovie



Conseillère nationale Diana Gutjahr
31.07.2022; 20:00
 Buebebad, Eschenz
01.08.2022; 13:30
 Festgelände der Primarschule in Kradolf,
 Kradolf/Schönenberg an der Thur



Conseiller national Manuel Strupler
31.07.2022; 17:30
 Gemeinde Münchwilen, Münchwilen
01.08.2022; 18:00
 Schützenhaus Berghof, Herdern



Conseiller aux Etats Jakob Stark
01.08.2022; 20:00
 Klinik Schloss Mammern, Mammern



Canton de St-Gall



Conseillère nationale Esther Friedli
31.07.2022; 19:00
 beim Schulhausplatz an der alten
 Schule, Ennetbühl
01.08.2022; 09:30
 im Freibad, Widnau
01.08.2022; 16:00
 im Haus der Freiheit, Ebnat-Kappel
 réservation obligatoire, places limitées



Conseiller national Lukas Reimann
01.08.2022; dès 09:00
 im Toggistübli, Wil, 1. August-Brunch
 réservation au 071 565 71 60
 toggistuebli@thurweb.ch



Conseiller national Mike Egger
31.07.2022; 18:30
 Schulhaus Areal Ebnet, Arneggerstrasse
 14, Andwil
01.08.2022; dès 09:00
 im Toggistübli, Wil, 1. August-Brunch
 réservation au 071 565 71 60
 toggistuebli@thurweb.ch
01.08.2022; ab 19:00
 Dorfplatz, Valens (GR)



Canton du Tessin



Conseiller aux Etats Marco Chiesa
01.08.2022; 11:30
 Place Pestalozzi, Yverdon-les-Bains
 (VD) (programme officielle de la ville
 d'Yverdon-les-Bains)
01.08.2022; 14:00
 Ferme de Patrick et Cosette Grin, route
 de Cuarny 9, Pomy (VD) (inscription
 jusqu'au 31.07.2022 auprès de l'UDC
 Vaud, www.udc-vaud.ch)



Conseiller national Piero Marchesi
01.08.2022; 11:00
 Azienda agricola Il Carraccio,
 Castel San Pietro
01.08.2022; 21:30
 Sessa (Comune di Tresa)



Canton de Schwyz



Conseiller national Marcel Dettling
01.08.2022; 11:15
 Schlössli 2, Grosswangen
01.08.2022; 17:00
 Alp Tannenboden, Flumserberg



Canton de Vaud



Conseiller national Michaël Buffat
01.08.2022; 18:30
 Municipalité d'Essertines-sur-Yverdon



Canton de Schaffhouse



Conseiller aux Etats Hannes Germann
01.08.2022; 11:30
 Schlatterhof zwischen Dörflingen und
 Gennersbrunn, Dörflingen



Canton de Zurich



Conseiller national Alfred Heer
01.08.2022; 09:30
 vor Mehrzweckhalle Seehalde,
 Seefeldstrasse 8, Niederhasli



Conseiller national Roger Köppel
01.08.2022; 10:30
 Gemeindehausplatz, Spreitenbach
01.08.2022; 18:00
 Werkhof Moosmatt, Gipf-Oberfrick
01.08.2022; dès 18:00
 Auf dem Chnübel, Dürrenäsch



Conseiller national Benjamin Fischer
01.08.2022; 12:15
 Bauernhof Familie Haug, im Wiesentäli,
 Weiningen

Information importante

Vous êtes intéressé par un événement du 1^{er} août mais le lieu exact n'est pas spécifié ? Malheureusement, tous les détails sur les lieux n'étaient pas encore connus au moment de la mise sous presse. Cependant, nous mettons à jour l'édition en ligne de notre journal que vous trouverez sur : www.udc.ch/parti/publikationen/journal-du-parti/





Assurer les rentes, Assurer l'avenir

AVS²¹ OUI



SUBARU

ÉLECTRIQUE. SÛRE. | SUBARU 4x4.

SOLTERRA

LE PREMIER SUV ENTIÈREMENT ÉLECTRIQUE DE SUBARU.

subaru.ch

Etiquette-énergie 2022

A	←
B	
C	
D	
E	
F	
G	

Solterra AWD, 218 ch, 18,1 kW/100 km, 0 g CO₂/km, cat. A

IMPRESSUM

FRANC-PARLER | FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Edition : 5'500 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Generalsekretariat, Postfach, 3001 Bern | Tél. : 031 300 58 58 | Fax : 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Crédits photos: UDC Suisse, Goal AG, VBS/DDPS, Mike Egger, iStockPhoto, Services du Parlement 3003 Berne, Unsplash.com

AVS 21 : Oui à une réforme plus que nécessaire !

« Pas touche à nos rentes ! » « Ce n'est pas aux femmes de payer ! » « Travailleuses en colère ! » sont tout autant de slogans que l'on voit dans les manifestations syndicalistes ou féministes à travers la Suisse depuis décembre dernier, lorsque le parlement a accepté la réforme de l'AVS 21. Mais concrètement, en quoi consiste cette réforme ?



par Roxann Durini
Députée au Grand Conseil
Les Ponts-de-Martel (NE)

La population suisse devra se prononcer le 25 septembre prochain sur la modification de la loi fédérale sur l'Assurance-vieillesse et survivants – « Réforme AVS 21 ». Objectifs de cette réforme : maintenir et garantir le niveau des rentes du 1er pilier jusqu'à 2030 au moins et sécuriser l'équilibre financier de l'AVS grâce notamment au relèvement de l'âge de la retraite des femmes qui passera de 64 ans à 65 ans, grâce également à un versement plus flexible de la rente et à une augmentation de 0,4 point de la TVA. Cette réforme a été approuvée par le parlement mais un référendum contre cette dernière a abouti le 29 avril dernier, le dernier mot appartiendra donc au peuple suisse.

Du côté des féministes, qui ont transformé cette réforme en champ de bataille hommes contre femmes, on clame haut et fort que ce sont les femmes qui sont les premières victimes de la « Réforme AVS 21 ». Il faut mettre un terme tout de suite à ces allégations qui sont tout bonnement fausses. Les femmes vivent en moyenne plus longtemps que leurs congénères de sexe masculin, perçoivent donc une rente plus longtemps et, par conséquent, il serait juste qu'elles travaillent jusqu'au même âge que les hommes.

Garantir les rentes de tout le monde

Néanmoins, il est important de savoir pourquoi cette réforme est nécessaire.

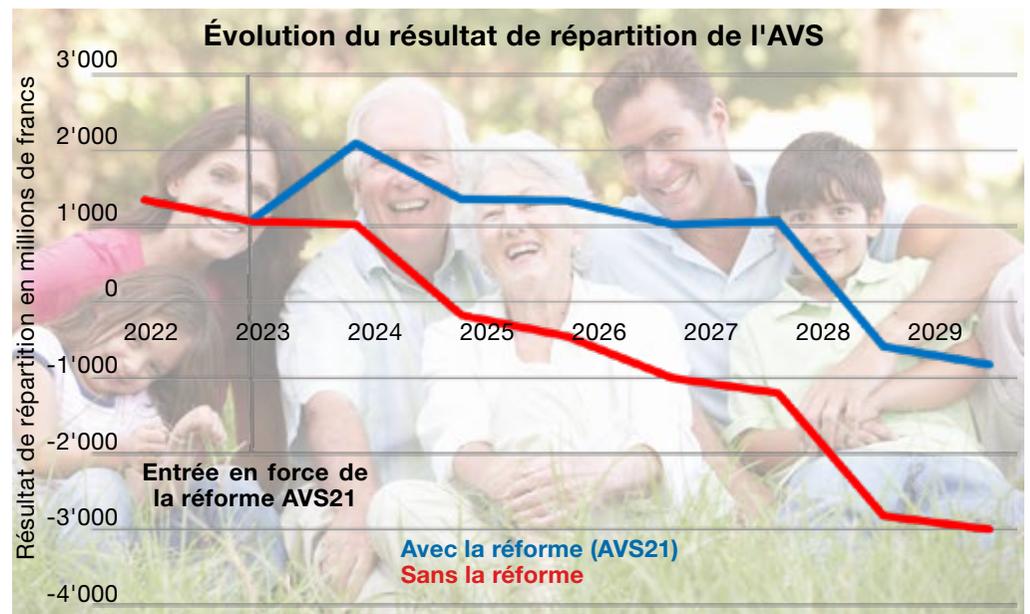
Cela fait de nombreuses années qu'il y a des lacunes dans le financement de l'AVS, si nous ne stabilisons pas le financement de cette dernière dès maintenant, il sera impossible de garantir des rentes convenables à toutes les personnes, hommes ou femmes, qui arrivent à la retraite. Or, il semble que ce soit la moindre des choses que quelqu'un qui a travaillé et cotisé toute sa vie puisse avoir une retraite convenable, non ?

A noter que la « Réforme AVS 21 »

Egalité des droits et des devoirs

Au regard des éléments mentionnés, il est impératif d'agir dès maintenant, jeunes, personnes âgées, hommes, femmes, il faut que nous fassions le nécessaire afin de pouvoir continuer à garantir une rente à nos retraités qui ont travaillé leur vie durant.

Pour terminer, et ça me tient à cœur, qui dit égalité des droits dit aussi égalité des devoirs. Je ne comprends donc pas pour-



La réforme de l'AVS profite à toutes les générations et à tous les sexes, aux jeunes, aux actifs et aux retraités. Car sans la réforme, la survie de l'AVS est menacée. C'est pour cette raison que les parlementaires de l'UDC l'ont soutenue à Berne.

sera mise en place uniquement si l'augmentation de la TVA de 0,4 point est acceptée dans les urnes le 25 septembre également. Cette augmentation de la TVA ne m'enchante guère, moi qui suis contre toute hausse de taxe et d'impôt, mais malheureusement c'est une obligation afin de s'assurer du financement des rentes et, à l'heure actuelle, ce financement doit être une priorité absolue.

quoi, entre autres, les milieux féministes s'opposent à cette réforme en pointant du doigt le relèvement de l'âge de la retraite des femmes. Mais Mesdames Messieurs, l'égalité n'est pas à sens unique, à bon entendeur !

Le 25 septembre 2022, votons clairement OUI à la réforme de l'AVS 21 !

Souhaitons-nous manger local ou importer encore plus ?

L'initiative populaire « Non à l'élevage intensif en Suisse » sera soumise au peuple le 25 septembre. Le Conseil fédéral, le Parlement et le secteur agricole la considèrent comme inutile, car le niveau de bien-être des animaux en Suisse est bon. D'autre part, l'agriculture indigène ne produit que 52% des denrées alimentaires de qualité dont a besoin la population du pays.



par Jean-Pierre Grin
Conseiller national
Pomy (VD)

L'agriculture suisse se caractérise déjà par un niveau très élevé de bien-être animal. Celui-ci est garanti par de nombreuses prescriptions, comme une loi sur la protection des animaux d'une sévérité unique au monde, des effectifs limités par la loi pour les poules, les porcs et les veaux. Avec en plus des programmes d'incitation très efficaces pour des étables respectueuses des animaux et des sorties régulières en plein air, ainsi que de nombreux labels allant encore plus loin et un système de contrôle efficace. Chacun peut faire ses achats en conséquence et promouvoir ainsi le bien-être animal.

Ne pas renforcer le tourisme d'achat

Le consommateur a déjà le choix aujourd'hui, et avec cette initiative, on désire le lui enlever. Les aliments d'origine animale renchériraient de 20 à 40%, soit une charge supplémentaire d'environ 1'800 francs par an pour le portemonnaie des consommateurs. Tout le monde ne peut et ne veut pas acheter exclusivement des produits conformes aux normes bio. Dans l'urgence, encore plus de personnes se rendraient dans les pays voisins pour s'approvisionner. Ce tourisme d'achat affaiblirait davantage notre système économique et ne servirait ni l'écologie ni le bien-être animal.

En cas d'acceptation de l'initiative, la production indigène diminuerait d'environ

50% pour ce qui est des porcs, et même jusqu'à 80% pour ce qui est des volailles. Des milliers d'emplois sur les 300'000 que compte le secteur agricole et alimentaire seraient alors mis en péril.

L'initiative affaiblit notre auto-alimentation.

D'autre part, moins nous produisons chez nous et plus nous importons, plus nous impactons la planète. Une pro-

duction alimentaire indigène forte est donc importante non seulement pour la sécurité alimentaire, mais aussi pour des raisons environnementales globales.

duction alimentaire indigène forte est donc importante non seulement pour la sécurité alimentaire, mais aussi pour des raisons environnementales globales. Une production alimentaire indigène forte est donc importante non seulement pour la sécurité alimentaire, mais aussi pour des raisons environnementales globales. Une production alimentaire indigène forte est donc importante non seulement pour la sécurité alimentaire, mais aussi pour des raisons environnementales globales.



La dangereuse initiative sur l'élevage met en danger la sécurité de l'approvisionnement alimentaire en Suisse. Elle encourage l'importation de denrées alimentaires étrangères et porte préjudice à nos agriculteurs.

duction alimentaire indigène forte est donc importante non seulement pour la sécurité alimentaire, mais aussi pour des raisons environnementales globales.

En outre, les crises mondiales comme la pandémie de coronavirus et la guerre en Ukraine montrent que chaque pays se doit de subvenir d'abord à ses propres besoins. Tout secteur économique a intérêt à axer son activité sur les besoins du marché. L'initiative sur l'élevage inten-

denrées alimentaires produites en conséquence.

Avec cette initiative, l'ensemble de la production indigène risque d'être affaiblie, la liberté de choix des consommateurs menacée et les importations encouragées.

Donc comme l'UDC s'engage pour une agriculture productrice et apte à nourrir la population, un NON s'impose le 25 septembre prochain.

La politique d'asile suisse dépassée par la réalité

Notre droit d'asile et notre politique migratoire sont dépassés et ne sont plus adaptés aux réalités qui sont les nôtres aujourd'hui. Afin de pouvoir relever les défis, le droit d'asile doit être réformé. Nous devons, entre autres, accorder plus d'importance à l'aide sur place.



par Gregor Rutz
Conseiller national
Zollikon (ZH)

En 1974, le Conseiller national UDC bernois Walther Hofer a demandé la promulgation d'une loi sur l'asile. Mais M. Hofer se montrait déjà critique face au projet : en effet, ce dernier n'était pas adapté à une politique migratoire tournée vers l'avenir. Au lieu de mettre en place des restrictions, le Conseil fédéral a « ouvert grand les portes ». Pour M. Hofer, cela ne pouvait pas « être le sens de cette loi. »

Un appel d'air grâce à une réglementation obsolète

Nous le constatons aujourd'hui : la législation suisse en termes d'asile est totalement dépassée et ne tient pas compte des réalités qui sont les nôtres. Un changement de paradigme est donc nécessaire. La politique d'asile traditionnelle de la Suisse s'est toujours focalisée sur l'aide aux personnes issues de nos proches voisins. Or, nous sommes aujourd'hui confrontés à des mouvements migratoires mondiaux. Les écarts de prospérité et les évolutions démographiques continuent d'alimenter les flux migratoires en direction de l'Europe occidentale.

Les migrants (la plupart du temps de jeunes hommes) sont parfaitement au clair : même sans motif d'asile, ils ne seront pas renvoyés dans leur pays d'origine, un séjour durable en Europe est garanti. La volonté de la gauche rose-verte de légaliser les « sans-papiers » (les personnes en situation irrégulière) renforce encore cet appel d'air. Le terme « admis provisoirement » est de fait

trompeur puisque le renvoi des personnes concerné est tout bonnement impossible. En général, elles restent ici pour toujours, avec des conséquences souvent radicales sur les coûts sociaux et la sécurité publique.

Le double de personnes dans le processus d'asile

Notre système d'asile a subi une nouvelle pression avec l'introduction du « statut de protection S », activé pour la première fois en raison de la guerre en Ukraine. Ce statut « S » a été créé pour accueillir temporairement, à titre humanitaire, des groupes dont le statut de réfugié n'est pas vérifié. La principale différence avec la procédure d'asile traditionnelle est que les réfugiés obtiennent un droit de séjour rapidement, sans bureaucratie et sans devoir passer par une procédure ordinaire. Le statut « S » est axé sur le retour dans le pays d'origine ; il est limité à 1 an maximum et renouvelable au besoin.

Les chiffres sont conséquents : début juillet, ce sont plus de 58'000 réfugiés ukrainiens qui étaient déjà enregistrés (pour la plupart, des femmes et des enfants). En ajoutant à cela les migrants en procédure ordinaire, le nombre de personnes en quête d'asile a tout bonnement doublé, pour atteindre un total d'environ 110'000. Comparé aux 39'523 demandes d'asile auxquelles la Suisse a dû faire face lors de l'année record

de 2015, nous constatons clairement que la gestion migratoire nous échappe de plus en plus.

Accélérer l'aide sur place

Notre politique migratoire se heurte à ses limites. Nous voyons aujourd'hui le désastre causé par les migrants économiques qui occupent les structures d'asile alors que, dans le même temps, des personnes en situation de persécution réelle demandent une protection. L'argument de la Confédé-



Il faut enfin mettre fin aux procédures d'asile coûteuses et inefficaces et mettre enfin en œuvre une politique d'asile efficace en prenant en charge les réfugiés sur place.

ration qui veut que le statut de protection « S » sert à « ne pas surcharger le système d'asile » n'est que partiellement valable et à court terme, car l'hébergement, l'encadrement et diverses autres mesures sont tout de même nécessaires.

Un programme d'urgence « aider sur place » est de mise ; qu'il s'agisse du conflit ukrainien ou de la migration économique, l'idée qui veut que l'aide et la protection ne soit pas forcément synonyme d'accueil doit s'imposer. Une réorientation de notre politique migratoire est indispensable.

Ruiner la sécurité alimentaire?



**Initiative
dangereuse
sur l'élevage**

NON



Pour une Suisse forte

www.udc.ch

Ramenons l'argent suisse en Suisse !

La réforme de l'impôt anticipé, sur laquelle nous voterons le 25 septembre, aide les entreprises et rend notre place économique attractive. La Suisse profite en plus d'une augmentation des recettes.



par Michaël Buffat
Conseiller national
Vuarrens (VD)

Oui, c'est vrai : la réforme de l'impôt anticipé, c'est compliqué. Mais c'est aussi juste, car il ne s'agit ici que d'une suppression partielle et ciblée de l'impôt anticipé. Le secteur empêchant l'évasion fiscal n'est pas concerné. N'avez donc pas toutes les couleurs des opposants au sujet de la menace des pertes fiscales.

Le but le plus important de cette réforme est celui de ramener l'argent suisse en Suisse. Nous supprimons donc un impôt inutile, nous rapatrions de l'argent en Suisse et, finalement, nous augmentons les recettes de la Confédération, des cantons et des communes !

Comment ça marche ? Aujourd'hui, lorsqu'une entreprise emprunte de l'argent pour financer ses investissements, elle doit payer un impôt anticipé sur les intérêts qu'elle verse. L'investisseur peut ensuite récupérer ce montant. Toutefois cela entraîne des démarches administratives et rend le marché suisse des emprunts obligataires peu attractif. Les activités d'emprunt pour les entreprises sont parties à l'étranger, notamment au Luxembourg. Depuis 2009, le volume des émissions obligataires a chuté de 57% en Suisse. La migration du financement des entreprises vers l'étranger prive la Suisse de recettes fiscales et de valeur ajoutée.

Une large coalition pour cette réforme

Une large coalition de partis politiques et d'associations économiques s'engage pour que cet argent soit rapatrié en Suisse. L'UDC, le PLR, le Centre, les Verts libéraux, les cantons (Conférence des directeurs cantonaux des finances), les

chambres de commerce et les associations économiques soutiennent la réforme du Conseil fédéral et du Parlement, tout comme les agriculteurs, les employeurs et les artisans.

Il est par ailleurs curieux que la gauche et les syndicats s'opposent à ce projet ; d'ordinaire, le PS et les Verts soutiennent les projets qui engrangent davantage de recettes fiscales pour l'Etat. Mais on reconnaît toutefois bien les habitudes de la gauche rose-verte : mener une politique contre les intérêts de la Suisse et servir les avantages fiscaux d'autres pays.

La Confédération, les cantons et les communes en profiteront

Les opposants à la réforme de l'impôt anticipé affirment notamment que « seules les grandes entreprises en profiteront » au détriment de la Confédération, des cantons et des communes. Cette affirmation est fautive et ce pour deux raisons. Tout d'abord parce qu'il s'agit ici de ramener dans notre pays un marché d'emprunts qui a été de facto délocalisé à l'étranger ; cela permettra de créer des recettes supplémentaires et de la valeur ajoutée en Suisse plutôt qu'au Luxembourg.

Ensuite, parce que la Confédération, les cantons et les communes bénéficieront directement de conditions plus avantageuses lors de l'emprunt de capitaux. Grâce à cette réforme, ce sont des économies en frais d'intérêts de l'ordre de 60 à 200 millions de francs par an et tout ce que l'Etat pourra économiser, c'est tout ce que nous, les contribuables, ne devons pas payer en plus.

Ramenons l'argent suisse en Suisse ! OUI à la réforme de l'impôt anticipé le 25 septembre !



Ramenons
l'argent
suisse en
Suisse !

OUI à la
réforme
de l'impôt anticipé.



Pour une Suisse forte